



REPUBLIQUE FRANCAISE
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
COMMUNE DE SCHOELCHER

ARRETE N° 110
PORTANT PERMISSION DE VOIRIE RÉGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA
CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE
DE LA COMMUNE DE SCHOELCHER

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6 et L 2212-1 et suivants et L 2122-22,

Vu le Code de la Route,

Vu l'Arrêté Ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, quatrième partie, Signalisation de Prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 07 juin 1977,

Vu la demande d'autorisation de voirie en date du 04 mai 2026, sollicitée par la SCI FOND BATELIERE représentée par Mme COMMEROT Marie-José,

Vu le plan de localisation de la zone des travaux concernée et le dossier joint,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement à l'occasion de procéder au coulage béton à l'aide d'une pompe et d'une toupie béton, situé au 53 Fond Batelière dans le cadre d'autorisations d'urbanisme (**PC N° 972 229 17BR031 accordé le 20 octobre 2017 et PC N° 972 229 23BR038 accordé le 22 février 2024**) pour des travaux sur construction existante (**rénovation de l'ensemble du bâtiment, modification d'ouverture en façades et création de surface (terrasse cloisonnée), création d'un ouvrage de confortement, modification des façades SUD et NORD, surélévation d'un carbet existant, aménagement d'une terrasse deck**), sur le territoire de la commune de Schœlcher,

Considérant que pendant la durée de l'occupation, il y a lieu de protéger les biens publics et privés ainsi que les usagers.

ARRETE :

ARTICLE 1 :

La **SCI FOND BATELIERE**, représentée par **Mme COMMEROT Marie-Josée**, domiciliée au 53 Fond Batelière, 97233 SCHOELCHER est autorisée à occuper le domaine public routier communal :

- **53 Rue Fond Batelière, 97233 Schoelcher.**

Cette occupation consistera à l'opération suivante :

- **Coulage de béton sis sur la parcelle cadastrée section N numéro 438, objet d'autorisations d'urbanisme (PC N° 972 229 17BR031 accordé le 20 octobre 2017 et le PC N° 972 229 23BR038 accordé le 22 février 2024).**

ARTICLE 2 :

Les travaux devront être **entrepris le jeudi 07 mai 2026** et être **achevés le même jour**, pour une durée de **quatre (04) heures, après le démarrage effectif des travaux.**

Durant les travaux, la circulation et le stationnement sur le réseau routier communal pourraient être perturbés. La voie sera fermée à la circulation pendant une durée de 4 heures.

Des restrictions de circulations pourront être mises en place pendant les différentes phases d'exécution du chantier. Les usagers de la route devront circuler en respectant les prescriptions et la signalisation mise en place.

ARTICLE 3 :

A l'issue des travaux, le permissionnaire aura l'obligation de remettre les lieux dans leur état initial.

Cette remise en état fera l'objet d'une visite conjointe avec les services référents de la Ville et donnera lieu à procès-verbal avec ou sans réserves.

Il sera seul responsable des dégâts causés aux canalisations existantes.

ARTICLE 4 :

Lesdits travaux devront être installés de manière à ne pas faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni au libre accès aux parcelles desservies par la voie et ce à toutes heures.

ARTICLE 5 :

Le permissionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier de jour comme de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, ainsi que de la dépose de cette signalisation à la fin des travaux.

La signalisation sera conforme aux dispositions réglementaires en vigueur à la date du présent arrêté.

ARTICLE 6 :

Le permissionnaire sera responsable de la tenue des travaux après l'achèvement.

Toutes dégradations ou déformations de la chaussée et de ses abords éventuellement, imputables à ces travaux et intervenant dans l'année de garantie seront constatées par procès-verbal, notifié au permissionnaire par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postale.

Le permissionnaire sera tenu d'effectuer les réparations dans les 48 heures à compter de la réception du courrier recommandé.

Passé ce délai, les services municipaux auront le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par toute entreprise de leur choix, pour le compte et aux frais du permissionnaire défaillant.

Toute contravention ou manquement aux dispositions fixées par le présent arrêté est passible de sanctions pénales et administratives.

ARTICLE 7 :

La présente autorisation est donnée sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

ARTICLE 8 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal Administratif de la Martinique dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. »

ARTICLE 9 :

Monsieur le Maire de la commune de Schoelcher,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Schoelcher,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale de Schoelcher,
La Direction Générale des Services de la Ville,
La Direction des Services Techniques de la Ville,
La Direction Réseaux, Environnement & Développement Durable,
La Responsable du Pôle Infrastructure, Aménagement du Territoire et Environnement de la Ville,
La Direction des Affaires Juridiques de la Ville,
La SCI FOND BATELIERE représentée par Mme COMMEROT Marie-Josée,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transcrit au Registre des actes de l'exécutif de la Ville.

Copie leur sera adressée.

Le Maire

Signé numériquement
À : SCHOELCHER (97233), FR
Le : 06/05/2026 18:10:31
VILLE DE SCHOELCHER (M
Maire
Daniel CHOMET

